

Libre-propos

Crise économique et financière dans les pays de la Cémac : quelles solutions pour le Gabon ?

Par Léandre BOULOUBOU (*)
Libreville/Gabon

LA crise économique et financière qui sévit dans les pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) est l'objet de nombreuses controverses dans l'opinion publique des pays concernés. Il s'agit d'un sujet au cœur de l'actualité en raison de la persistance et l'aggravation de cette crise née de la chute des prix du baril du pétrole dont la santé des économies des pays de la Cémac reste encore largement tributaire. En effet, les économies des pays de la Cémac font face depuis 2014 aux conséquences du choc pétrolier qui s'est traduit par une nette détérioration des équilibres macroéconomiques ayant pour corollaire un fort ralentissement de la croissance économique, une détérioration des comptes publics et extérieurs et une dégradation de la situation monétaire. Selon la BEAC, la croissance économique dans la zone Cémac a atteint à peine 1% en 2016 contre 2,4% l'année précédente. Les termes de l'échange se sont fortement détériorés au point de laisser planer sur ces économies le spectre d'une seconde dévaluation du F.CFA. Le Gabon, bien que son économie soit plus résiliente aux chocs exogènes grâce aux efforts de diversification entrepris au cours des dernières années, est également affecté par l'onde de choc de cette crise qui place le pays sur un équilibre macroéconomique instable. Devant cette situation préoccupante et en l'absence d'un horizon prévisible de sortie de crise, les chefs d'Etat des pays de la Cémac se sont résolus à adopter le 23 décembre 2016 à Yaoundé, la décision de recourir à des Programmes d'ajustement structurel (PAS) ou plans de redressement économique sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) pour

envisager une sortie de crise rapide et mettre en place les conditions d'une relance durable de leurs économies respectives. Mais, d'ores et déjà, des voix s'élèvent dans l'opinion publique pour contester ce retour en arrière, en raison des résultats mitigés de nombreux PAS appliqués dans les pays concernés, notamment au Gabon où le souvenir douloureux de la vague des privatisations des entreprises parapubliques des années 90-2000 est encore vivace dans la mémoire collective. Pour ce nouveau round, des organisations de la société civile soupçonnent le Gouvernement de mijoter un plan d'austérité assorti d'une diminution des salaires et des primes alors que sans attendre les recommandations du FMI, le Gouvernement a déjà amorcé une réforme de la fiscalité dont les effets sont redoutés par les chefs d'entreprises, les associations de consommateurs et les administrations fiscales concernées par la réforme. Malgré cette psychose, la décision des chefs d'État de la Cémac est actée. Il appartient désormais à chaque pays d'optimiser et de tirer le meilleur parti de ces nouveaux PAS en veillant à ne pas reproduire les erreurs du passé. En effet, la problématique de la gestion de la crise pétrolière débouchant sur des programmes de redressement économique n'est pas nouvelle dans les pays de la Cémac et singulièrement au Gabon. Ainsi, dès le 22 décembre 1986, le Gabon frappé de plein fouet par le contre choc pétrolier a conclu avec le FMI son premier programme d'ajustement structurel soutenu par un crédit stand-by d'un montant de 98,7 millions de DTS. Après le traumatisme de la dévaluation du franc cfa en 1994 assortie d'un PAS drastique, le Gabon a signé en 2004 un nouveau programme stand-by suivi d'un accord de confirmation triennal conclu le 07 mai 2007. La décision des chefs d'État de

la Cémac du 23 décembre 2016 à Yaoundé, confirme que depuis 1986, les pays de la Cémac et particulièrement le Gabon n'ont eu de cesse de solliciter l'assistance technique et financière du FMI pour soutenir leurs efforts de sortie de crise de paiement et de soutenabilité des finances publiques. Pourtant, la crise pétrolière au Gabon et les politiques d'ajustement et d'adaptation bénéficient au plan théorique d'une abondante littérature (Emmanuel Eyeghe Nze [2001], Ajustement structurel au Gabon : une vue d'ensemble depuis 1986 ; Gabriel Zomo Yebe [1993], Comprendre la crise de l'économie gabonaise ; Alfred Mabika Mouyama [1994], Stratégie de redéploiement de l'économie gabonaise ; Sylvain Engone Mve [2001], La soutenabilité de la politique budgétaire au Gabon ; Alexandre Barro Chambrier [1990], L'économie du Gabon, politiques d'ajustement et d'adaptation ; Léandre E. Bouloubou [2008], La soutenabilité des finances publiques dans les pays africains producteurs de pétrole : le cas du Gabon, etc.). Mais visiblement, cette riche littérature, les traitements préconisés dans le cadre des précédents PAS et appliqués par les gouvernements successifs ainsi que les efforts de transformation structurelle de l'économie entrepris ces dernières années, ne sont pas encore suffisants pour permettre au Gabon de s'affranchir de ce que les économistes appellent « la malédiction pétrolière » ou « oil doom ». Dans ce libre-propos, nous n'avons pas la prétention d'apporter une recette infaillible à la crise économique et financière que traversent actuellement les pays de la Cémac et particulièrement le Gabon. Sa seule ambition est de planter le décor et susciter le débat auprès de tous les acteurs intéressés par cette problématique. C'est dans cette perspective que l'Association Imagine-Gabon dans sa composante Think-tank annonce à travers cette tribune, l'organisation d'une conférence-débat ayant

pour thème : "Crise économique et financière dans les pays de la Cémac : Quelles solutions pour le Gabon ?". Ainsi, l'objectif principal de cette conférence-débat est-il de réunir sur un même panel, des experts internationaux, locaux et des personnalités de haut rang pour échanger avec des participants. Cette rencontre qui s'inscrit dans sa mission de relais utile entre les pouvoirs publics et les populations, permettra à Imagine-Gabon de donner la parole aux citoyens afin qu'ils apportent leur contribution pour aider les autorités à prendre de bonnes décisions et optimiser le plan de redressement économique du Gabon en cours de préparation. La Conférence-débat qui sera organisée à Libreville dans les prochaines semaines sera animée par un expert de renommée internationale ayant une bonne connaissance des questions économiques du Gabon et de la sous-région. Il sera accompagné des panélistes de haut rang représentant le Gouvernement, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, l'université gabonaise et la société civile. Chaque composante ayant son point de vue à présenter au sujet de cette crise et des solutions à partager. Aussi, Imagine-Gabon Think-Tank a-t-elle l'immense plaisir de convier d'ores et déjà les cadres d'administration, du secteur privé, les étudiants, les parlementaires, les organisations de la société civile, les médias, les experts locaux, la diaspora, etc. à prendre une part active à cette importante rencontre et à transmettre dès à présent leurs contributions écrites à l'adresse suivante : contact@imagegabon.ga. Toutes les contributions et les recommandations issues de cette rencontre seront consignées dans un rapport qui sera transmis aux autorités chargées de la politique économique et financière au Gabon et publié.

* Président de l'Association Imagine-Gabon

Brèves

Ecobank/100 millions de clients d'ici 2020
Telles sont les ambitions de la banque panafricaine, Ecobank à l'horizon 2020. Le numéro un de la firme panafricaine, Ade Ayeyemi a, en effet, indiqué que sa compagnie visait 100 millions de clients à cet horizon, contre 10 millions de clients actuellement. Pour y parvenir, Ecobank misera sur la technologie. Ce facteur, explique M. Ayeyemi, permettra à la banque de gagner plus de clients dans les 33 pays africains où elle est actuellement installée.

Nigeria/Le pétrole nigérien bénéfique pour le Nigeria
L'acheminement du pétrole nigérien vers la raffinerie de Kaduna sera bénéfique pour le Nigeria. Mallam Mohammed Lawal, un haut responsable de la société publique nigérienne du pétrole a réitéré l'attachement du gouvernement nigérien au projet d'acheminement du brut du bassin du Rift, au Niger, vers la raffinerie pétrolière de Kaduna (KPRC) au Nigeria.

Afrique du sud/La production de maïs plonge de 22% en 2016
L'Afrique du Sud a récolté 7,78 millions de tonnes de maïs en 2016. Cette production englobe 3,41 millions de tonnes de maïs blanc et 4,37 millions de tonnes de maïs jaune. Elle représente une baisse de 22% par rapport au niveau enregistré l'année précédente (9,95 millions de tonnes).

Maroc/L'industrie culturelle africaine à l'honneur
Mohammed Amine Sbihi, ministre marocain de la Culture, a invité ses pairs à échanger les expertises et leur savoir-faire "dans les différents domaines, que ce soit l'édition et le livre, le cinéma, le domaine des arts plastiques, le théâtre, le patrimoine ou encore le multimédia culturel". Les participants se sont entendus sur le fait que les industries culturelles, au-delà de leur importante fonction sociale, sont également des vecteurs de développement économique porté par des entreprises qui ont besoin de financements, de cadres légaux et de soutiens, tant pour la production que pour la promotion et la diffusion.

Rassemblées par F.A.



TOYOTA QUALITÉ SUPÉRIEURE

CAMPAGNE DE RAPPEL AIRBAG

Faites vérifier et remplacer vos airbags **Gratuitement*** !

3 ANS

TOYOTA GABON est représenté à Port-Gentil et Libreville par GESPWIC.

* TROIS ANS ou 100 000 km, le premier arrivé, pour tout véhicule entretenu par TOYOTA GABON.

BP 31 LIBREVILLE - T : (011) 01 79 26 95 / 01 79 26 90 / 01 79 27 85
FRANCÉVILLE - T : (011) 01 79 53 28
email : toyota.gabon@groupesgwic.com - www.toyotagabon.com
E RDV : www.rdv-entretien.com/so/gabon/toyota/

Nous construisons l'avenir

Contactez notre Service Après-Vente au

01 79 27 85

YARIS	COROLLA	RAV4	HILUX
entre 2003 et 2009	entre 2002 et 2009	entre 2003 et 2007	entre 2005 et 2007

